

# Russie : le gazoduc Nord Stream 2 dans la tourmente

## Description

Par Céline Bayou (sources : *The Baltic Times*, *Baltic Course*, *LETA*, *EUObserver*)

Le 11 avril 2018, les autorités finlandaises ont délivré leur permis de construire à Nord Stream 2 AG, autorisant l'installation et l'exploitation du gazoduc sous-marin dans la zone économique exclusive finlandaise. Il s'agit d'une section de 374 km sur les 1.230 prévus. L'Allemagne a déjà accordé les permis nécessaires. Le consortium attend encore ceux du Danemark, de la Suède et de la Russie.

Le projet continue pourtant de se heurter aux réticences de la Pologne et des États baltes mais aussi de l'Ukraine. Le président Petro Porochenko a d'ailleurs prévenu l'Allemagne, début avril 2018, des conséquences du soutien apporté à Nord Stream 2 par Berlin. Pour le chef de l'État ukrainien, le gazoduc sous-marin, et ce n'est pas son moindre mal, sera plus coûteux qu'un plan de modernisation des infrastructures ukrainiennes de transit.

Or, le 10 avril, la Chancelière allemande, Angela Merkel, au surpris en déclarant qu'elle juge nécessaire de pérenniser le rôle de l'Ukraine dans ce transit de gaz russe vers l'Europe et en concédant que le projet Nord Stream 2 nécessite de prendre en considération des facteurs politiques. Jusqu'alors, sa posture avait été de réduire le projet à sa dimension strictement économique.

Le 13 avril le Premier ministre lituanien Saulius Skvernelis a lui aussi noté, et ce n'est pas la première fois, que ce projet est avant tout politique et qu'il portera préjudice à l'économie de l'Ukraine, ainsi privée d'une part importante du transit de gaz russe vers l'Europe. Or l'Ukraine souhaiterait au contraire accroître les volumes de gaz russe transitant par son territoire, option soutenue par les autorités lituaniennes.

### **date créée**

15/04/2018

### **Champs de Méta**